

voisine. Nous avons des intérêts variés et différentes classes de population, et nul gouvernement ne saurait tenter d'établir un tarif sans s'occuper des intérêts du pays dans son entier.

Nul gouvernement ne saurait s'attendre à rédiger un tarif qui plaise à tout le monde: c'est chose impossible. Mais il y a assez de fermeté d'esprit en ce Parlement et au dehors pour qu'un juste milieu soit atteint, qui tiendrait le compte voulu des intérêts de la population, tant de l'Est que de l'Ouest. Voilà la ligne de conduite que j'adopterais moi-même, si ces responsabilités m'incombaient; et tant que je serai ici, je me tiendra toujours comptable de mon vote. Quel intérêt un gouvernement peut-il avoir à souligner l'antipathie de certaines régions pour les classes manufacturières ou autres, lesquels sont absolument nécessaires au maintien de notre situation nationale. L'opinion publique n'est nullement orientée dans ce sens. Mais il y a plus d'une manière d'en arriver à des conclusions. Nous affirmons que ce gouvernement a commis des fautes impardonnables, qu'un autre, possédant la confiance populaire et doué d'initiative nous assurerait une meilleure gestion, et rétablirait mieux les affaires. J'ai dit: doué d'initiative. Car nous croyons tous, de ce côté-ci de la Chambre, que le présent Gouvernement ne fut jamais son propre maître, ne l'est pas encore à l'heure qu'il est, et ne le sera jamais tant qu'il n'aura pas d'autre appui en cette Chambre. Nous affirmons qu'en 1911 il fut élu, grâce à l'influence des gros capitalistes qui déléguèrent leur homme au ministère des Finances, parce qu'ils ne voulaient confier à aucun autre le maniement de leurs intérêts. Il y resta jusqu'à l'accomplissement de la tâche. Puis il disparut; et quand ils eurent touché leur dernier sou, il nous envoya nous promener.

Voilà ce que j'entends quand je dis que ce gouvernement n'a pas d'initiative propre. Il agit d'après un programme préparé par d'autres, et sous la dictée des gros capitalistes.

Nous voulons bien, par des moyens légitimes, sauvegarder ces gros intérêts, pour que toute personne qui a placé de l'argent en ce pays ne perde rien; nous voulons voir prospérer toutes les industries. Mais nous ne tenons pas à ce que le groupe des millionnaires mette le couteau à la gorge de la population et commande l'attitude ministérielle. C'est une situation intolérable à un peuple libre. C'est pourquoi nous voudrions renverser le gouvernement et le remplacer par un qui

représente le peuple, qui traite l'individu équitablement, soit-il millionnaire ou balayeur des rues; car nous sommes tous libres et égaux devant la loi.

Je n'hésite pas à dire que nous ne pourrions rétablir la confiance du peuple en nos institutions parlementaires tant que le présent Gouvernement restera au pouvoir. Peut-être ce gouvernement n'est-il pas autant qu'on le croit généralement dans la dépendance des gros intérêts; mais les combattants de la grande guerre, pour commencer par eux, n'attendent rien de bon de lui; ni les classes ouvrières; ni enfin les populations agricoles, au témoignage de leurs représentants en cette Chambre. Au reste, ces gros intérêts mêmes n'ont plus guère confiance en leur protégé puisqu'ils ont rappelé leur représentant, ce qui, diplomatiquement, équivaut toujours à une déclaration de guerre.

Telles sont, monsieur l'Orateur, les raisons de la méfiance publique. Il y a des bâtons dans les roues du progrès: faute de confiance, le capitaliste ne fera plus de placement. Et pourquoi? Parce que le travail est en lutte avec le Gouvernement; et qu'il est inutile de parler de placement ou de progrès si le travail et le capital ne se solidarisent pas. Ce Gouvernement s'est rangé du côté des capitalistes. Il croyait cela suffisant, mais il a compté sans son hôte. Lorsqu'il s'agit du progrès, de la prospérité de ce pays, le capitaliste reste impuissant s'il n'a le secours de l'ouvrier; tous deux doivent travailler ensemble. Nous avons eu, il y a deux ans, un exemple de la cordialité des relations entre le présent premier ministre et notre classe ouvrière. Le Congrès de la paix tenait séance à Paris et le premier ministre du temps (sir Robert Borden) y célébrait avec les autres les grandes choses que l'on allait accomplir pour les ouvriers, et quelles heureuses gens ils étaient! Au même moment, le premier ministre actuel, avec une escouade d'agents, défonçait la porte des maisons de pauvres ouvriers de Winnipeg, dans le silence et l'obscurité de minuit, et les dirigeaient en hâte vers le pénitencier de Stony-Mountain. C'est une circonstance qui fait croire à la population ouvrière qu'elle ne saurait attendre de sympathie ni de justice du présent premier ministre ou de son gouvernement.

On a beaucoup parlé, monsieur l'Orateur, de ce qu'était notre attitude comme parti, de ce que nous ferions si nous étions portés au pouvoir et de ce que le pays doit attendre du parti libéral. Nous n'avons qu'à rappeler quinze années de pouvoir; qu'à